



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE

Autolib' Métropole

adoptés le 6 novembre 2014

Article 1^{er} – Dénomination – Composition

Il est décidé de créer le Syndicat mixte d'automobiles en libre service en application des articles L 5721-1 à 5722-6 du C.G.C.T. qui sera dénommé « **Autolib' Métropole** ».

Peuvent être membres du présent Syndicat avec voix délibérative, les collectivités suivantes :

- la Ville de Paris
- les 412 communes de la Région Ile-de-France comprises dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE (cf. page 14)
- les Établissements publics de coopération intercommunale de la Région Ile-de-France compris en partie ou en totalité dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE (cf. page 14)
- La Région Ile-de-France
- Les Départements d'Ile-de-France

A la date de création du présent syndicat, sont membres :

- La communauté d'agglomération Plaine Centrale du Val de Marne
- La communauté d'agglomération Val de Seine
- La commune d'Arcueil
- La commune de Bagnolet
- La commune du Bourget
- La commune de Cachan
- La commune de La Garenne-Colombes
- La commune des Lilas
- La commune de Montrouge
- La commune de Nanterre
- La commune de Neuilly-sur-Seine
- La commune de Pantin
- La commune de Paris
- La commune de Saint-Mandé
- La commune de Sceaux
- La commune de Villeneuve-la-Garenne

D'autres membres répondant aux conditions fixées au présent article pourront éventuellement adhérer dans les conditions fixées à l'article 6 des présents statuts.

Article 2 – Objet du Syndicat mixte

Conformément à l'article L. 5721-2 du C.G.C.T., les collectivités membres du présent Syndicat mixte se groupent pour l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de véhicules automobiles en libre service dénommé « **Autolib'** ».

La réalisation s'étend aux ouvrages annexes nécessaires au bon fonctionnement du service.

L'objet du Syndicat mixte peut être modifié à l'unanimité des membres du Comité syndical.

Cette exploitation peut être déléguée à un opérateur public ou privé.

La Ville de Paris accorde une licence d'exploitation gratuite de la marque « Autolib' » au Syndicat mixte.

Article 3 – Périmètre de compétences du Syndicat mixte

Le périmètre de compétences du Syndicat mixte comprend le territoire des communes et de leurs établissements publics potentiellement membres du Syndicat tels que mentionnés à l'article 1.

Article 4 – Siège

Le siège du Syndicat mixte est fixé à l'adresse suivante : 16 rue de la Banque, 75002 Paris.

Article 5 – Durée

Le Syndicat mixte est constitué pour une durée illimitée à compter de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant la création de cet établissement.

Il pourra être dissout conformément aux articles L 5721-7 et L 5721-7-1 du C.G.C.T.

Article 6 - Admission de nouveaux membres

Toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du C.G.C.T. et mentionnées à l'article 1 des présents statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical. La délibération d'adhésion d'un nouveau membre fixe sa contribution au budget du Syndicat mixte.

Article 7 - Souscription de stations

Lors de la création du Syndicat mixte, les communes ou les établissements publics membres souscrivent un nombre de stations Autolib' à implanter sur leur territoire. Le Syndicat mixte fixe, à la mise en service d'Autolib', le montant de la participation aux investissements due par les communes ou leurs établissements publics pour chaque station implantée sur leur territoire.

Toutefois, les communes et établissements publics qui adhèrent au Syndicat mixte postérieurement à la date de mise en service d'Autolib' acquittent une souscription correspondant au coût effectif des travaux nécessaires. L'éventuelle majoration du coût résultant des investissements nécessaires postérieurement à la mise en service d'Autolib' est plafonnée à 20 % du montant de la participation prévue à l'alinéa précédent (en sus de l'actualisation des prix).

A la demande des communes ou de leurs établissements, le Syndicat mixte peut souscrire un emprunt couvrant tout ou partie des participations dues par les communes ou les établissements pour les stations implantées sur leur territoire.

Le Syndicat mixte se fait ensuite reverser la participation prévue à l'alinéa précédent pour un montant équivalent aux annuités de remboursement de cet emprunt, capital et intérêts, par les communes concernées, sur une base annuelle et sur une durée de dix ans ou sur la durée de la délégation de service public dans le cas où ce mode de gestion est retenu.

La Région et les Départements membres participent soit par le biais du versement d'une subvention d'investissement soit par le biais d'un abandon des indemnités d'occupation du domaine public départemental.

Dans le premier cas, la subvention est convertie en « équivalent-stations » sur la base du coût moyen versé par les communes et établissements membres pour les stations souscrites lors de la création du Syndicat mixte. Jusqu'à la mise en service du système, ce coût moyen est fixé par hypothèse à 50 000 €. Il sera ajusté à la mise en service du système en fonction du coût réel constaté.

Article 8 - Retrait d'un membre

Le retrait d'un membre du Syndicat mixte peut s'effectuer dans les conditions prévues à l'article L. 5721-6-2 du C.G.C.T. après délibération du Comité syndical. Une majorité qualifiée des deux tiers des votes exprimés en faveur du retrait est nécessaire pour que celui-ci soit accepté.

Le cas échéant, une convention règle les modalités d'indemnisation du Syndicat mixte au cas où ce dernier subirait un préjudice particulier du fait de ce retrait.

Article 9 - Modification des statuts

La majorité simple est requise pour la modification des statuts.

Article 10 – Comité syndical

1. Composition

Le Syndicat est administré par un Comité syndical composé de délégués choisis parmi les membres élus de la Région, des Départements, des Communes ou des groupements de communes adhérents, selon les dispositions ci-dessous :

- Un représentant pour chacune des communes adhérentes à titre individuel à l'exception de la Ville de Paris,
- Un nombre de représentants pour chaque établissement public de coopération intercommunale égal au nombre de communes membres de l'EPCI,
- Un représentant pour la Région,
- Un représentant pour chaque Département,
- Deux représentants pour la Ville de Paris.

Le ou les délégués au Comité syndical sont élus en leur sein par chacune des assemblées délibérantes des collectivités et établissements publics.

Chaque collectivité territoriale désigne pour chaque délégué, un suppléant appelé à siéger, avec voix délibérative, en cas d'empêchement du titulaire.

Les délégués sont élus pour la durée de leur mandat et jusqu'à la date d'installation du nouveau Comité syndical.

En cas de vacance des sièges réservés à une collectivité ou à un établissement public, l'assemblée délibérante procède au remplacement dans un délai de 1 mois suivant la date à laquelle la vacance a été constatée.

A défaut, si l'assemblée délibérante d'une collectivité néglige ou refuse de désigner son ou ses délégués, sa représentation au sein du Comité syndical est assurée, à concurrence du nombre de sièges attribués, par le maire ou le président si elle ne compte qu'un délégué, et, dans le cas contraire, par le maire et le premier adjoint ou le président et le 1^{er} vice-président de la collectivité ou de l'établissement public suivant leur ordre d'élection. L'organe délibérant est alors réputé complet.

Les délégués des collectivités suivent, quant à la durée de leur mandat au Comité syndical, le sort de l'assemblée délibérante qui les a élus. Après le renouvellement général des assemblées délibérantes d'une catégorie des membres du Syndicat mixte, ou en cas de suspension, de dissolution ou de démission de tous les membres de ces assemblées, le mandat des délégués est prorogé jusqu'à la désignation des délégués par leur nouvelle assemblée délibérante.

Les dispositions du précédent alinéa ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à leur remplacement par une nouvelle désignation.

Les délégués sortants sont rééligibles.

Le Comité syndical élit en son sein un/une président(e).

2. Répartition des voix

Chaque représentant d'une commune, à l'exception de la Ville de Paris, dispose d'un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur son territoire.

Les représentants de la Ville de Paris se partagent un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur son territoire.

Les représentants d'un même EPCI se partagent un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur le territoire de l'établissement.

Pour toutes les collectivités et EPCI qui adhèrent au Syndicat et qui n'ont aucune station réalisée et ouverte, une voix est attribuée à chaque délégué jusqu'à la réalisation et l'ouverture de la première station.

Chaque représentant de la région ou d'un département dispose d'un nombre de voix égal au nombre « d'équivalent-stations » défini à l'article 7 dans le cas d'un subventionnement ou d'une voix dans le cas d'un abandon des indemnités d'occupation du domaine départemental.

La répartition des voix est recalculée la veille de l'envoi des convocations de chaque Comité syndical en fonction du nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date.

3. Fonctionnement

Les dispositions du C.G.C.T. relatives au fonctionnement du Conseil municipal des communes de 3 500 habitants et plus sont applicables au fonctionnement du Comité syndical du Syndicat mixte sous réserve des dispositions contraires des présents statuts.

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par semestre, au siège administratif du Syndicat mixte ou dans un lieu choisi par lui sur le territoire de l'une ou l'autre des collectivités ou établissements publics.

Le Comité syndical est convoqué par son/sa président(e) au moins cinq jours francs avant sa séance.

Le Comité syndical peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son/sa président(e). Cette convocation est de droit, dans un délai maximal de trente jours, lorsqu'une demande motivée en est faite au/à la président(e), soit par le Préfet d'un département dans lequel est sise une commune ou un groupement de communes adhérant au Syndicat mixte, soit par le tiers au moins des membres du Comité syndical.

Les séances du Comité syndical sont publiques. Toutefois, à la demande du/de la président(e) ou de cinq au moins de ses membres, le Comité syndical peut décider, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se tenir à huis clos. Lorsqu'il est décidé que le Comité syndical se réunit à huis clos, le public, toutes les personnes étrangères au Comité ainsi que les agents du Syndicat doivent se retirer.

Le/la président(e) fixe l'ordre du jour de la séance.

Sauf dispositions contraires dans les présents statuts, le quorum est atteint lorsque la moitié des membres du Comité syndical est présente ou représentée.

A défaut, le/la président(e) convoque, de nouveau, le Comité dans les mêmes délais ou dans un délai d'un jour franc en cas d'urgence. Le Comité siège alors sans condition de quorum.

Les délibérations du Comité syndical sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du/de la président(e) est prépondérante.

En cas d'empêchement du suppléant, tout délégué du Comité syndical peut donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, le pouvoir ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Afin d'assurer la continuité des décisions, tous les suppléants peuvent assister aux séances sans prendre part au vote, lorsque le titulaire est présent.

Le/la président(e) peut en fonction de l'ordre du jour, convier toute personne qualifiée, avec voix consultative, aux réunions du Comité syndical ou de son Bureau.

Le Comité syndical peut créer des commissions thématiques consultatives chargées d'étudier les questions soumises au Syndicat mixte. Leur composition sera définie dans le règlement intérieur établi par le Comité syndical.

4. Attributions

Le Comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du Syndicat, ainsi :

- Il élit un bureau.
- Il vote le budget et approuve les comptes.
- Il approuve les programmes de travaux et vote les moyens financiers correspondants.
- Il établit le règlement intérieur.
- Il décide des conventions à passer pour la réalisation de son objet.
- Il décide de toutes modifications des statuts, dans les conditions fixées à l'article 8 des présents statuts.
- Il décide de la souscription des emprunts prévus à l'article 7 des présents statuts.
- Il fixe le montant maximum des droits et redevances d'occupation votés par les communes pour l'occupation du domaine dont elles sont propriétaires ou sous concédantes prévus à l'article 16 des présents statuts.
- Il donne au/à la président(e) l'autorisation de signer les baux, d'intenter et de soutenir les actions en justice et d'accepter les transactions.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au/à la président(e) ou au Bureau à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public.
- De la délégation de la gestion d'un service public.

Article 11 – président(e)

Le/la président(e) est élu(e) par le Comité syndical à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour.

Le/la président(e) convoque aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

- Il/elle dirige les débats et contrôle les votes. En cas d'absence de celui-ci, la présidence est assurée par les Vice-présidents, dans l'ordre de leur désignation
- Il/elle est chargé(e) de suivre l'exécution des décisions prises par le Comité syndical et le Bureau,
- Il/elle ordonnance les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Syndicat,
- Il/elle est chargé(e) de l'administration et à ce titre, il/elle recrute le personnel après création des postes par délibération du Comité syndical,
- Il/elle représente en justice le Syndicat,
- Il/elle peut déléguer, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents, ainsi que sa signature au/à la directeur/directrice et éventuellement aux responsables des services du Syndicat.
- En cas d'absence ou de tout autre empêchement, le/la président(e) est provisoirement remplacé(e), dans la plénitude de ses fonctions par un/une vice-président(e), dans l'ordre des nominations, ou à défaut de vice-président(e), par un membre du Bureau désigné en son sein.
- Il/elle tient la comptabilité de l'engagement des dépenses dans les conditions fixées par l'article L 2342-2 du C.G.C.T. et l'arrêté ministériel du 26 avril 1996.

Article 12 - Le Bureau

Le Bureau est composé du/de la président(e), de vice-président(e)s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du C.G.C.T.

Le nombre de vice-président(e)s et de membres du Bureau est fixé par le Comité syndical dans les conditions fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T.

Le Comité syndical délègue une partie de ses attributions au/à la président(e) et au Bureau, dans les limites fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., pour les affaires courantes dont l'urgence ne permet pas de les soumettre au prochain Comité syndical.

Les réunions du Bureau ont lieu sur convocation du/de la président(e). Le Bureau ne peut procéder au vote que si la moitié de ses délégués est présente ou représentée.

Les délibérations du Bureau sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, chaque membre disposant d'une voix. En cas de partage égal des voix, la voix du/de la président(e) est prépondérante.

Un membre du Bureau empêché d'assister à une séance peut, en cas d'empêchement de son suppléant, donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, le pouvoir ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les suppléants des membres du bureau peuvent assister aux séances du bureau, sans prendre part au vote lorsque le titulaire est présent.

En cas de vacance d'un siège, quelle qu'en soit la cause, le Comité pourvoit au remplacement du membre en cause lors de sa première session suivant la vacance.

Le mandat des membres du Bureau expire en même temps que celui des membres du Comité. Jusqu'à la date d'installation du nouveau Comité syndical, les membres du Bureau peuvent prendre toute mesure nécessaire pour assurer la continuité du service public.

Article 13 – Directeur/Directrice

Le/la directeur(trice) du Syndicat mixte est soit recruté(e) directement, soit mise à disposition par un membre du Syndicat. Une convention règle les modalités pratiques de cette mise à disposition.

Sur délégation du/de la président(e), il/elle administre le Syndicat mixte. Il/elle prépare et exécute les décisions du Comité syndical et du Bureau. Il/elle assiste le/la président(e) du Syndicat mixte dans tous les actes pour lesquels il/elle a reçu délégation du Comité syndical.

- Il/elle est associé(e) au recrutement et à la gestion du personnel.
- Il/elle dirige les services du Syndicat mixte et est investi(e) de l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel.
- Il/elle assiste sans droit de vote aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

Article 14 – Budget

Le budget du Syndicat mixte pourvoit aux dépenses de toutes natures imposées, tant en fonctionnement qu'en investissements, par l'exécution des missions constituant son objet.

Les recettes de ce budget sont celles qui figurent à l'article L.5212-19 du C.G.C.T. Elles comprennent :

- 1) La contribution obligatoire des membres
- 2) Le revenu des biens meubles ou immeubles appartenant ou concédés au Syndicat mixte, ainsi que le revenu des marques, brevets et produits dérivés ou autres actifs immatériels dont il est propriétaire ou dont il est en charge de l'exploitation
- 3) Toutes les sommes reçues en échange d'un service rendu.
- 4) Les subventions de fonctionnement et d'investissement en provenance de l'Etat, de collectivités territoriales ou de tous autres établissements publics et de l'union européenne.
- 5) Les produits des dons, legs, fonds de concours, mécénat et parrainage.

- 6) Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés.
- 7) Le produit des emprunts.
- 8) Les redevances d'exploitation versées par les délégataires de ses services publics.

Des copies du budget et des comptes du Syndicat mixte seront adressées chaque année aux membres adhérents.

Article 15 - Contribution des membres

La contribution obligatoire des collectivités adhérentes sera fixée chaque année par le Comité syndical lors du vote du budget. Cette contribution doit permettre d'équilibrer le budget du Syndicat. Elle vient en complément des participations versées pour la souscription de stations ou « d'équivalent-stations » telles qu'indiquées à l'article 7.

Après la mise en service opérationnelle d'Autolib', le Syndicat recherchera l'équilibre de ses comptes par ses propres moyens. Les collectivités adhérentes ne pourront pas être appelées pour combler un éventuel déficit de fonctionnement, sauf faillite du délégataire ou dispositions résultant de la convention de délégation de service public.

Avant cette mise en service, la contribution obligatoire des collectivités doit permettre d'équilibrer le budget du Syndicat. Elle est répartie entre les collectivités adhérentes de la même manière que la répartition des droits de vote mentionnée à l'article 10.

Article 16 - Mise à disposition de biens ou de personnels

Sauf dispositions contraires prévues au présent article, le transfert de l'exploitation du service public de véhicules automobiles en libre service au Syndicat mixte entraîne de plein droit la mise à disposition de biens, équipements et services publics nécessaires à son exercice dans les conditions prévues par les articles L.1321-1 (trois premiers alinéas), L.1321-2 (deux premiers alinéas) et des articles L.1321-4, L.1321-5 du C.G.C.T.

L'ensemble des droits et obligations attachés aux biens, équipements et services publics à la date du transfert est transféré à titre gratuit au Syndicat mixte.

Le Syndicat mixte est substitué de plein droit, à la date du transfert de la compétence visée à l'alinéa premier du présent article, aux membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les collectivités et établissements n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. Le membre qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

Le règlement intérieur s'efforce de tenir régulièrement à jour la liste des terrains et biens affectés au Syndicat.

Lorsque ces biens sont situés sur une dépendance du domaine public d'une commune ou d'un EPCI membre du Syndicat, il est procédé à une superposition d'affectations entre la commune ou l'EPCI propriétaire et le Syndicat qui fait l'objet d'une convention.

L'affectation des personnels et des moyens mis à leur disposition est décidée dans les mêmes conditions.

Article 17 – Versement des subventions d'investissement par station

La subvention d'investissement prévue à l'article 7 peut être financée soit par la commune ou l'EPCI, soit par la région ou le département, soit par le Syndicat.

La convention de superposition d'affectation visée à l'article 16 indique le mode de financement prévu pour chaque station.

Pour les stations subventionnées directement par les communes ou les EPCI sur le domaine public de ceux-ci, la subvention correspondante fait l'objet d'une indemnisation d'un montant annuel de 750 € par place AUTOLIB'. S'agissant des stations subventionnées par la région ou les départements, les modalités de versement et de remboursement des subventions sont prévues dans des conventions spécifiques conclues avec eux.

Article 18 – Adoption du budget

En application de l'art. L. 5722-1 du C.G.C.T., faisant référence à l'art L. 2311-1 et suivants ainsi qu'à l'article L.3312-1 du même code :

Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Syndicat mixte sur les orientations budgétaires. Le projet de budget du Syndicat mixte est préparé par le/la président(e) du Syndicat mixte qui est tenu(e) de le communiquer aux membres du Syndicat mixte avec les rapports correspondants.

Le budget et les budgets supplémentaires sont votés par le Comité syndical. Ils se divisent en section de fonctionnement et section d'investissement. Les crédits sont votés par chapitre, et si le Comité syndical en décide ainsi, par article. Toutefois, hors les cas où le Syndicat mixte a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le/la président(e) du Syndicat mixte peut effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Article 19 – Publicité des budgets et des comptes

Les budgets du Syndicat restent déposés au siège administratif de l'établissement où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du/de la président(e) du Syndicat mixte.

Les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L. 2343-2, sont assortis en annexe :

- 1° De données synthétiques sur la situation financière du Syndicat mixte ;
- 2° De la liste des concours attribués par le Syndicat mixte sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;
- 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels le syndicat :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier du Syndicat ;

5° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

6° De la liste des délégataires de service public ;

7° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;

8° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L. 1414-1 ;

9° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale.

Les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de l'établissement public ainsi que sur ses différents engagements.

Article 20 – Comptable

Les fonctions d'agent comptable du Syndicat mixte sont exercées par la personne désignée par l'autorité préfectorale sur proposition du Trésorier-payeur général. Il assiste aux réunions du Comité syndical

Article 21 - Dévolution des biens en cas de dissolution du Syndicat

1° Les biens meubles et immeubles mis à sa disposition sont restitués aux personnes publiques membres et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restitué à la personne publique propriétaire ;

2° Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement à la création du syndicat sont répartis entre les personnes publiques membres. Il en va de même pour le produit de la réalisation de tels biens. Le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement à la création du syndicat est réparti dans les mêmes conditions entre les personnes publiques membres. A défaut d'accord entre le comité syndical et les organes délibérants des personnes publiques concernées, cette répartition est fixée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département siège du Syndicat.

3° Ses membres corrigent leurs résultats de la reprise des résultats du Syndicat mixte dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif. Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise est joint en annexe au budget de reprise des résultats.

Si le Comité syndical ne s'est pas prononcé sur l'adoption du compte administratif et sur les conditions de transfert de l'actif et du passif à ses membres avant sa dissolution, l'arrêté de dissolution prévoit la nomination d'un liquidateur, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, et détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles il est chargé d'apurer les dettes et les créances et de céder les actifs. En ce qui concerne l'exercice en cours, les pouvoirs du liquidateur sont limités aux seuls actes de pure administration conservatoire et urgente. A cette fin, le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable du Syndicat mixte.

Le liquidateur est placé sous la responsabilité du représentant de l'Etat dans le département du siège du syndicat.

Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au représentant de l'Etat, appuyé du compte de gestion. Le représentant de l'Etat arrête les comptes. Les membres du syndicat dissous corrigent leurs résultats de la reprise des résultats du syndicat dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive à l'arrêté du compte administratif. Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise est joint en annexe au budget de reprise des résultats.

Article 22 – Commission d'appel d'offre du Syndicat mixte

La commission d'appel d'offre du Syndicat mixte est constituée et composée conformément à l'article 22 du code des marchés publics.

Il est procédé à un renouvellement intégral de la commission d'appel d'offre du Syndicat mixte après chaque renouvellement général des conseils municipaux. Le mandat des membres de la commission prend fin à la date d'installation du nouveau Comité syndical.

Il est également procédé à un renouvellement intégral de la commission d'appel d'offre lorsque les conditions prévues au III de l'article 22 précité sont remplies.

Liste des communes comprises dans l'unité urbaine de Paris 2010 au sens de l'INSEE

Ablon-sur-Seine	Bussy-Saint-Martin	Dampmart
Achères	Butry-sur-Oise	Deuil-la-Barre
Alfortville	Cachan	Domont
Andilly	Carnetin	Drancy
Andrézy	Carrières-sous-Poissy	Draveil
Antony	Carrières-sur-Seine	Dugny
Arcueil	Cergy	Eaubonne
Argenteuil	Cesson	Écharcon
Arnouville	Chalifert	Écouen
Arpajon	Chambourcy	Égly
Asnières-sur-Seine	Champagne-sur-Oise	Élancourt
Athis-Mons	Champigny-sur-Marne	Émerainville
Aubergenville	Champlan	Enghien-les-Bains
Aubervilliers	Champs-sur-Marne	Épiais-lès-Louvres
Auffreville-Brasseuil	Chanteloup-en-Brie	Épinay-sous-Sénart
Aulnay-sous-Bois	Chanteloup-les-Vignes	Épinay-sur-Orge
Auvers-sur-Oise	Chapet	Épinay-sur-Seine
Bagneux	Charenton-le-Pont	Éragny
Bagnolet	Châtenay-Malabry	Ermont
Ballainvilliers	Châtillon	Étiolles
Bazoches-sur-Guyonne	Chatou	Évecquemont
Beauchamp	Chaville	Évry
Bessancourt	Chelles	Ézanville
Bezons	Chennevières-sur-Marne	Ferrières-en-Brie
Bièvres	Chessy	Fleury-Mérogis
Bobigny	Chevilly-Larue	Flins-sur-Seine
Bois-Colombes	Chevreuse	Follainville-Dennemont
Bois-d'Arcy	Chilly-Mazarin	Fontenay-aux-Roses
Boissise-le-Roi	Choisy-le-Roi	Fontenay-le-Fleury
Boissy-Saint-Léger	Clamart	Fontenay-le-Vicomte
Bondoufle	Clichy	Fontenay-sous-Bois
Bondy	Clichy-sous-Bois	Fourqueux
Bonneuil-en-France	Coignières	Franconville
Bonneuil-sur-Marne	Collégien	Frépillon
Bouffémont	Colombes	Fresnes
Bougival	Combs-la-Ville	Gagny
Boulogne-Billancourt	Conches-sur-Gondoire	Gaillon-sur-Montcient
Bourg-la-Reine	Conflans-Sainte-Honorine	Garches
Boussy-Saint-Antoine	Corbeil-Essonnes	Gargenville
Brétigny-sur-Orge	Cormeilles-en-Parisis	Garges-lès-Gonesse
Breuillet	Coubron	Gennevilliers
Breux-Jouy	Courbevoie	Gentilly
Brou-sur-Chantereine	Courcouronnes	Gif-sur-Yvette
Brunoy	Courdimanche	Gometz-le-Châtel
Bruyères-le-Châtel	Courtry	Gonesse
Bry-sur-Marne	Créteil	Gournay-sur-Marne
Buc	Croissy-Beaubourg	Goussainville
Buchelay	Croissy-sur-Seine	Gouvernes
Bures-sur-Yvette	Crosne	Grigny
Bussy-Saint-Georges	Dammarie-les-Lys	Groslay

Guermantes	Leuville-sur-Orge	Montrouge
Guyancourt	Levallois-Perret	Morangis
Hardricourt	L'Haÿ-les-Roses	Morsang-sur-Orge
Herblay	Lieusaint	Morsang-sur-Seine
Houilles	L'Île-Saint-Denis	Nandy
Igny	Limay	Nanterre
Issou	Limeil-Brévannes	Neauphle-le-Château
Issy-les-Moulineaux	Linas	Neauphle-le-Vieux
Ivry-sur-Seine	L'Isle-Adam	Nesles-la-Vallée
Joinville-le-Pont	Lisses	Neuilly-Plaisance
Jouars-Pontchartrain	Livry-Gargan	Neuilly-sur-Marne
Jouy-en-Josas	Livry-sur-Seine	Neuilly-sur-Seine
Jouy-le-Moutier	Lognes	Neuville-sur-Oise
Juvisy-sur-Orge	Longjumeau	Nogent-sur-Marne
Juziers	Longpont-sur-Orge	Noiseau
La Celle-Saint-Cloud	Louveciennes	Noisiel
La Courneuve	Magnanville	Noisy-le-Grand
La Frette-sur-Seine	Magny-les-Hameaux	Noisy-le-Sec
La Garenne-Colombes	Maisons-Alfort	Nozay
La Norville	Maisons-Laffitte	Ollainville
La Queue-en-Brie	Malakoff	Orgeval
La Rochette	Mandres-les-Roses	Orly
La Verrière	Mantes-la-Jolie	Ormesson-sur-Marne
La Ville-du-Bois	Mantes-la-Ville	Ormoy
Lagny-sur-Marne	Marcoussis	Orsay
Le Blanc-Mesnil	Mareil-Marly	Osny
Le Bourget	Margency	Ozoir-la-Ferrière
Le Chesnay	Marly-le-Roi	Palaiseau
Le Coudray-Montceaux	Marnes-la-Coquette	Pantin
Le Kremlin-Bicêtre	Marolles-en-Brie	Paray-Vieille-Poste
Le Mée-sur-Seine	Massy	Paris
Le Mesnil-Amelot	Maurecourt	Parmain
Le Mesnil-le-Roi	Maurepas	Périgny
Le Mesnil-Saint-Denis	Médan	Pierrefitte-sur-Seine
Le Pecq	Melun	Pierrelaye
Le Perreux-sur-Marne	Mennecy	Piscop
Le Plessis-Bouchard	Mériel	Plaisir
Le Plessis-Pâté	Méry-sur-Oise	Poissy
Le Plessis-Robinson	Meudon	Pomponne
Le Plessis-Trévisé	Meulan-en-Yvelines	Pontault-Combault
Le Port-Marly	Mézy-sur-Seine	Pontoise
Le Pré-Saint-Gervais	Mitry-Mory	Porcheville
Le Raincy	Moissy-Cramayel	Pringy
Le Thillay	Montesson	Puiseux-Pontoise
Le Tremblay-sur-Mauldre	Montévrain	Puteaux
Le Vésinet	Montfermeil	Quincy-sous-Sénart
Les Clayes-sous-Bois	Montgeron	Ris-Orangis
Les Lilas	Montigny-le-Bretonneux	Rocquencourt
Les Loges-en-Josas	Montigny-lès-Cormeilles	Roissy-en-Brie
Les Mureaux	Monthéry	Roissy-en-France
Les Pavillons-sous-Bois	Montlignon	Romainville
Les Ulis	Montmagny	Rosny-sous-Bois
Lésigny	Montmorency	Rubelles
L'Étang-la-Ville	Montreuil	Rueil-Malmaison

Rungis	Triel-sur-Seine
Saclay	Vaires-sur-Marne
Saint-Aubin	Valenton
Saint-Brice-sous-Forêt	Valmondois
Saint-Cloud	Vanves
Saint-Cyr-l'École	Varennes-Jarcy
Saint-Denis	Vaucresson
Sainte-Geneviève-des-Bois	Vaudherland
Saint-Fargeau-Ponthierry	Vauhallan
Saint-Germain-en-Laye	Vaujours
Saint-Germain-lès-Arpajon	Vauréal
Saint-Germain-lès-Corbeil	Vaux-le-Pénil
Saint-Gratien	Vaux-sur-Seine
Saint-Leu-la-Forêt	Vélizy-Villacoublay
Saint-Mandé	Verneuil-sur-Seine
Saint-Maur-des-Fossés	Vernouillet
Saint-Maurice	Verrières-le-Buisson
Saint-Michel-sur-Orge	Versailles
Saint-Ouen	Vert
Saint-Ouen-l'Aumône	Vert-Saint-Denis
Saint-Pierre-du-Perray	Vigneux-sur-Seine
Saint-Prix	Villabé
Saint-Rémy-lès-Chevreuse	Villebon-sur-Yvette
Saint-Rémy-l'Honoré	Villecresnes
Saintry-sur-Seine	Ville-d'Avray
Saint-Thibault-des-Vignes	Villejuif
Saint-Yon	Villejust
Sannois	Villemoisson-sur-Orge
Santenay	Villemomble
Sarcelles	Villeneuve-la-Garenne
Sartrouville	Villeneuve-le-Roi
Saulx-les-Chartreux	Villeneuve-Saint-Georges
Savigny-le-Temple	Villennes-sur-Seine
Savigny-sur-Orge	Villeparisis
Sceaux	Villepinte
Servon	Villepreux
Sevran	Villetaneuse
Sèvres	Villiers-Adam
Soisy-sous-Montmorency	Villiers-le-Bâcle
Soisy-sur-Seine	Villiers-le-Bel
Stains	Villiers-Saint-Frédéric
Sucy-en-Brie	Villiers-sur-Marne
Suresnes	Villiers-sur-Orge
Taverny	Vincennes
Tessancourt-sur-Aubette	Viroflay
Thiais	Viry-Châtillon
Thorigny-sur-Marne	Vitry-sur-Seine
Torcy	Voisins-le-Bretonneux
Trappes	Wissous
Tremblay-en-France	Yerres